

La maladie, ce n'est pas le terrorisme, c'est l'extrême injustice

mardi 28 avril 2015, par [Jadarshini](#)

Interview original publié par *Outlook India* le 2 juillet 2012

Aucun critique individuel ne s'est attaqué à l'Etat indien comme ne l'a fait Arundhati Roy. Dans un combat qui a commencé à Pokhran, s'est déplacé vers le Narmada, et au fil des années, s'est étendu à d'autres insurrections, aux luttes populaires et à la résistance maoïste, elle s'est servie de sa plume pour contester le gouvernement indien, son élite, les géants de l'entreprise, et le plus récemment, l'entière structure de la finance mondiale et du capitalisme. Elle fut mise en prison pendant une journée en 2002 pour outrage à la cour et flanquée d'accusations de sédition en novembre 2010 pour un présumé discours anti-Inde prononcé, avec d'autres, à un colloque sur le Cachemire à New Delhi, intitulé "Azadi - la seule voie".
Extrait d'un interview avec Panini Anand :

- Comment considérez-vous les lois telles que celle réprimant la sédition, le Unlawful Activities (Prevention) Act ou celles comme l'AFSPA, dans ce qui est vendu comme étant la plus grande démocratie ?

- Je suis bien contente que vous ayez utilisé le mot vendu. C'est un bon mot à utiliser en lien avec la démocratie indienne. C'est assurément une démocratie pour la classe moyenne. Dans des endroits tels que le Cachemire, ou le Manipur, ou le Chhattisgarh, la démocratie n'est pas disponible. Même pas au marché noir. Les lois comme l'UAPA, qui est juste la version du gouvernement UPA du POTA, et l'AFSPA sont ridiculement autoritaires - elles autorisent l'Etat à détenir et même à tuer les gens avec une complète impunité. Elles ne devraient simplement pas avoir leur place dans une démocratie. Mais tant qu'elles ne touchent pas la classe moyenne dominante, tant qu'elles sont utilisées contre les gens au Manipur, au Nagaland ou au Cachemire, ou contre les pauvres ou contre les "terroristes" musulmans sur le "continent", personne ne semble faire très attention.

- La population fait-elle la guerre à l'Etat, ou est-ce l'Etat qui fait la guerre à sa population ? Comment considérez-vous l'état d'urgence des années 1970, ou des minorités qui se sentent prises pour cible, auparavant les sikhs et aujourd'hui les musulmans ?

- Certaines personnes font la guerre à l'Etat. L'Etat fait la guerre à une majorité de ses citoyens. L'état d'urgence dans les années 1970 est devenu un problème parce que le gouvernement d'Indira Gandhi a été assez stupide que pour prendre la classe moyenne pour cible, assez idiot que pour la réunir avec les classes inférieures et les personnes privées de leurs droits électoraux. De vastes régions du pays sont aujourd'hui dans une situation beaucoup plus grave, analogue à celle de l'état d'urgence. Mais cet état d'urgence moderne est passé à l'atelier pour bosselure/peinture. Il en est sorti plus élégant, plus aérodynamique. J'ai dit ceci précédemment : regardez les guerres qu'a mené le gouvernement indien depuis que l'Inde est devenue une nation souveraine ; examinez les occasions où l'armée a été appelée contre son "propre" peuple - Nagaland, Assam, Mizoram, Manipur, Cachemire, Telangana, Goa, Bengale, Punjab et (dans peu de temps) Chhattisgarh - c'est un Etat qui est continuellement en état de guerre. Et toujours contre les minorités - population tribale, chrétiens, musulmans, sikhs, jamais contre les hindous de classe moyenne et supérieure.

- Comment contenir le cycle de violence si l'Etat ne prend pas des mesures contre les "groupes terroristes" d'extrême gauche ? Est-ce que cela ne mettrait pas en péril la sécurité interne ?

- Je ne pense pas que quiconque préconise qu'aucune mesure ne soit prise contre les groupes terroristes, pas même les "terroristes" eux-mêmes. Ils ne demandent pas que soient abolies les lois anti-terroristes. Ils font ce qu'ils font, sachant fort bien quelles seront les conséquences, légalement ou non. Ils expriment une fureur et luttent pour un changement dans un système qui fabrique l'injustice et l'inégalité. Ils ne se considèrent pas comme des "terroristes". Si, lorsque vous dites "terroristes", vous faites référence au CPI(Maoist), bien que je ne sois pas partisane de l'idéologie maoïste, je ne les vois assurément pas comme des terroristes. Oui, ils sont militants, ils sont hors-la-loi. Mais alors tous ceux qui s'opposent au pouvoir écrasant des entreprises / de l'Etat sont maintenant catalogués comme maoïstes - qu'ils appartiennent ou même admettent ou non l'idéologie maoïste. Des gens tels que Seema Azad sont condamnés à la réclusion à perpétuité pour possession de littérature prohibée. Par conséquent, quelle est la définition de "terroriste" actuellement, en 2012 ? A vrai dire, ce sont les politiques économiques qui causent cette inégalité écrasante, cette faim, ce déplacement qui compromettent la sécurité intérieure - pas les gens qui protestent contre. Voulons-nous nous atteler aux symptômes ou à la maladie ? La maladie n'est pas le terrorisme. C'est l'extrême injustice. Bien sûr, même si nous étions une société relativement juste, les maoïstes existeraient quand même. Tout comme d'autres groupes extrémistes qui croient en la résistance armée ou aux attaques terroristes. Mais ils n'auraient pas le soutien qu'ils ont aujourd'hui. En tant que pays, nous devrions avoir honte d'avoir toléré ces conditions sordides, cette misère, ce sectarisme religieux et ethnique, déclaré aussi bien que caché, que nous voyons autour de nous. (Narendra Modi comme premier ministre ! Quel être sensé peut seulement imaginer cela ?) Nous avons même cessé de faire mine d'avoir un sens de la justice. Tout ce que nous faisons, c'est de nous prosterner devant les grosses sociétés et ce paquebot en perdition appelé Etats-Unis d'Amérique.

- L'Etat agit-il comme le Big Brother orwellien, avec ses écoutes téléphoniques, ses attaques contre les réseaux sociaux ?

- Le gouvernement ne se gêne pas pour reconnaître qu'il nous espionne tous tout le temps. S'il ne voit aucune protestation à l'horizon, pourquoi ne le ferait-il pas ? Contrôler la population est le propre de toutes les institutions au pouvoir, n'est-ce pas ? Alors que tout le pays devient de plus en plus religieux et obscurantiste, que les gens visitent des lieux saints, temples, mosquées et églises par millions priant un dieu ou un autre de les délivrer de leurs vies malheureuses, nous entrons dans l'ère des robots, où les machines programmées par ordinateurs décideront de tout, nous contrôleront totalement - elles décideront de ce qui est éthique et de ce qui ne l'est pas, quels dommages collatéraux sont acceptables et lesquels ne le sont pas. Oubliez les textes religieux. Les ordinateurs décideront de ce qui est bien et de ce qui est mal. Il y a des dispositifs de surveillance de la taille d'un phlébotome qui peuvent enregistrer chacun de nos mouvements. Pas encore en Inde, mais bientôt, j'en suis sûre. La UID (Unique Identity) est une autre forme élaborée de contrôle et de surveillance, mais les gens se mettent en quatre pour en obtenir une. Le défi est de trouver une manière de fonctionner, une manière de continuer à résister en dépit de ce niveau de manoeuvres psychologiques et de surveillance.

- Pourquoi pensez-vous qu'il n'y ait aucune réaction collective dans l'administration politique à la situation critique des prévenus dans les prisons, des gens poursuivis pour sédition ou à l'égard des meurtres lors de "rencontres" ? Sont-ce des non-problèmes fabriqués par quelques associations de défense des droits ?

- Bien sûr que ce ne sont pas des non-questions. Ceci est un problème énorme. Des milliers de personnes sont en prison, accusées de sédition ou en vertu de l'UAPA. D'une manière générale, elles sont soit accusées d'être maoïstes, soit d'être des 'terroristes' musulmans. Scandaleusement, il n'y a aucun chiffre officiel. Tout ce dont nous disposons sur quoi nous appuyer est un sentiment obtenu suite à la visite d'endroits par certains activistes de défense des droits réunissant des renseignements dans leurs zones distinctes. La torture est devenue totalement admissible pour le gouvernement et l'establishment policier. La NHRC (National Human Rights Commission) a fourni un rapport mentionnant 3000 morts en garde à vue rien que l'année dernière. Vous demandez pourquoi il n'y a aucune réaction collective ? C'est que tous les gens qui réagissent sont mis en prison ! Ou menacés ou terrorisés. De plus, entre la cooptation et les dissensions causées par les ONG et la réalité de la répression et de la surveillance de l'Etat, je ne sais pas si les mouvements de masse ont de l'avenir. Oui, nous continuons à nous tourner vers le 'printemps' arabe, mais regardez d'un peu plus près et vous voyez comment, même là-bas, les gens sont manipulés et

'dupés'. Je pense que la subversion prendra le pas sur la résistance collective dans les années à venir. Et malheureusement, le terrorisme est une forme extrême de subversion.

- Sans l'Etat pour invoquer les lois, une police active, un service de renseignements, et même des forces armées, n'aurons-nous pas l'anarchie ?

- Nous nous retrouverons dans un état de - pas d'anarchie mais de guerre - si nous ne nous attelons pas aux causes de la fureur croissante de la population. Lorsque l'on fait des lois qui servent les riches, qui les aide à garder leur fortune, à amasser de plus en plus, alors l'activité illégale et la différence d'opinion deviennent honorable, non ? A la longue, je ne suis pas sûre du tout que l'on puisse continuer à appauvrir des millions de personnes, à voler leurs terres, leurs gagne-pain, à les pousser dans les villes pour ensuite démolir les bidonvilles dans lesquels ils vivent et de nouveau les expulser et espérer pouvoir écraser simplement leur colère avec l'aide de l'armée, de la police et des peines de prison. Mais peut-être que je me trompe. Peut-être le peut-on. Les affamer, les mettre en prison, les tuer. Et appeler ça la "mondialisation à visage humain".